

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
49 – 15 janvier 2022



| Renouveau industriel |

Ces jours-ci, quelques timides flocons CSAupoudrent les plaines, les forêts et les collines de l'est de Belgrade. Le mercure peine à monter au-dessus du zéro dans la capitale serbe. En ce deuxième week-end de janvier, de nouvelles journées d'action sont prévues contre le projet d'ouverture de la plus grande mine de lithium d'Europe (58.000 tonnes par an), lancé par le groupe anglo-australien *Rio Tinto*. Depuis plusieurs mois, des milliers de personnes participent à des manifestations, mais surtout des blocages d'axes routiers à travers tout le pays. La dévastation environnementale programmée par ce projet minier dans la vallée de Jadar a été le déclencheur d'une « révolte écologique » menaçant petit à petit la stabilité du régime autocratique. Et si les protestations massives n'ont pas donné lieu à des hostilités plus affirmées dans un pays particulièrement dévasté par la pollution industrielle, le gouvernement serbe commence cependant à juger plus prudent de *suspendre* temporairement la venue du géant minier *Rio Tinto*.

Au lendemain de ces nouvelles journées d'action et pendant qu'une poignée d'activistes jetaient des œufs contre l'office d'information de *Rio Tinto* à Loznica, un illustre industriel français a répondu présent à Paris lors d'une petite cérémonie organisée dans les bâtiments du Ministère de l'Économie. En ce 10 janvier, Philippe Varin a solennellement remis aux autorités son rapport sur la *sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières première minérales*. Ce Varin peut se vanter d'un beau palmarès : s'il a débuté sa carrière d'industriel chez des groupes sidérurgiques, il est ensuite passé directeur du groupe *PSA Peugeot Citroën* dont il a conduit la restructuration industrielle, puis il a encore fait un passage chez le groupe nucléaire *Orano* (ex-*Areva*), dont il a dirigé la restructuration en tant que président du conseil d'administration et où il a été responsable du bouclage du chantier du réacteur nucléaire EPR en Finlande. Jusqu'à fin novembre 2020, Varin a également été le patron du lobby industriel *France Industrie*. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il avait été solli-

DÉCEMBRE 2021

7-8/12, Vienne (Autriche). Une station de recharge publique pour voitures électriques de *Wiener Energie* est incendiée dans la Zinnergasse, et idem le lendemain dans la Schlechttagasse. « *Pour une diffusion des attaques contre le capitalisme vert ! Pour l'anarchie anti-civ !* » conclut la revendication.

13/12, Nuremberg (Allemagne). En Bavière, deux antennes-relais du centre de la police criminelle partent en fumée dans le Marienbergpark et à l'Office Fédéral de la Migration et des Réfugiés (BAMF). « *Nous n'avons aucun intérêt à ce que les policier-e-s puissent coordonner et accorder leurs activités sur l'ensemble des quartiers de la ville. C'est contre elles et eux que notre action est dirigée; les services de secours et les pompiers n'ont pas besoin de connexion sans faille pour travailler* » précise notamment le communiqué.

14/12, Marcillac (France). En Aveyron, deux des nouvelles caméras de vidéosurveillance installées dans la ville sont sabotées : l'une disparaît après avoir été arrachée de son support, la seconde est rendue aveugle en sectionnant ses câbles d'alimentation.

14/12, Berlin (Allemagne). Suite à la mort d'un jeune immigré grec dans une cellule de garde-à-vue, l'agence de publicité *Glow* « *qui légitime les keufs avec sa propagande en leur faveur* », et le centre de formation *BWK* « *qui propose des cours pour les aspirant-e-s flics* » sont attaqués dans la nuit.

cité par le gouvernement pour rédiger ce fameux rapport, dont le contenu précis ne sera pas rendu public parce qu'il « *comporte des données sensibles et des secrets industriels* ».

Au-delà des données techniques couvertes par le secret d'État, la teneur du rapport semble tout de même limpide. Le ralentissement de l'approvisionnement et le blocage des chaînes logistiques en partie imputables à la pandémie du Covid19 et aux mesures sanitaires ont mis à mal l'économie européenne, relevant une fois de plus sa dépendance en termes de matières premières comme le cuivre, le cobalt, les métaux rares ; de produits finis comme les semi-conducteurs et autres composants électroniques entrant dans les processus productifs encore situés en Europe, et enfin de sources énergétiques telles que le gaz ou le pétrole. D'autre part, la *transition énergétique et numérique* qui semble bien constituer l'axe principal de la nouvelle grande mue du capitalisme et l'ahurissante réponse face au désastre climatique, est en train d'attiser les ardeurs industrielles pour rester dans la fuite en avant avec une foi renouvelée dans la technique, en signifiant encore et toujours une intensification de l'extraction de matières premières. La demande en métaux, nécessaires à la construction d'éoliennes, de panneaux solaires, de voitures électriques, de batteries, de composants électroniques, de tout ce qui constitue l'infrastructure du monde connecté, explose et même les prévisions les plus timides estiment que leur consommation va *doubler* dans les décennies à venir.

Pour certains métaux, tels que le lithium, composant essentiel des batteries qui sont à leur tour les briques fondamentales d'une économie électrifiée, les prévisions de l'*Agence Internationale pour l'Energie (AIE)* évoquent même d'une multiplication vertigineuse de la demande mondiale par 40 d'ici 2040. Pour le cobalt, en majeure partie extrait au Congo, les prévisions parlent d'une multiplication par 24. Sans surprise, les prix flambent et les métaux viennent se cristalliser comme un redoutable facteur d'instabilité pour les économies du monde entier. Leur importance économique et militaire (au-delà des technologies vertes avides en métaux rares, les systèmes de défense – des avions de chasse jusqu'aux drones et missiles – le sont également) les place au cœur de conflits géopolitiques et de guerres commerciales plus ou moins larvées, d'autant plus que la Chine en est le premier producteur incontesté. « *Nous entrons dans un super cycle des métaux* » a déclaré un important trader de fonds d'investissement en réaction au rapport Varin. La flambée des prix fait ensuite effet de boule

de neige sur les marchés, en rendant désormais de plus en plus rentables les extractions difficiles et délicates aux coûts jusqu'alors exorbitants. Mais sur le fond, comme la dépendance des matières premières ne va pas cesser de croître, les activités d'extraction vont de toute façon se multiplier.

Matières premières stratégiques et critiques

Cela ne devrait donc pas surprendre que les États européens songent à leur tour sérieusement à réouvrir des mines, d'autant plus que les sous-sols européens regorgent de métaux qui ne représentaient plus un grand intérêt hier, mais sont aujourd'hui devenus « critiques », comme le lithium. Depuis quelques années, l'Union Européenne rédige un rapport annuel pour indiquer les matières premières considérées comme stratégiques et critiques¹ dont une rupture dans l'approvisionnement (venant en très grande partie de l'extérieur) risquerait d'ébranler ses économies nationales. Pour contrer cette dépendance critique qui ne fera que s'accroître au fur et à mesure qu'elles mettent le cap sur la transition énergétique et numérique, la relance des activités minières et l'ouverture de raffineries de minerais sont envisagées dans de nombreux pays européens.

En France, si quelques mines sont encore en fonction², plusieurs permis de recherche pour des métaux qui se trouvent sur cette liste européenne (qui n'aboutissent pas forcément à un projet minier) sont en cours tel que le Bas-Rhin pour le lithium (extraction du lithium des saumures, un procédé qualifié de « respectueux de l'environnement » par l'exploitant *Eramet*) ; la Haute Vienne et le Pays Basque pour l'or, des terres rares, le tungstène : ou encore en Ariège pour ce dernier. Dans d'autres pays, les hésitations politiques devant la relance des mines finissent par disparaître face à l'indéniable : si les économies européennes veulent rester dans la course et en prévision des instabilités géopolitiques accrues (autour de l'accès aux matières premières, devant les changements climatiques, autour des hégémonies militaires sur certains territoires etc.), il ne faut « rien s'interdire » comme l'a si bien résumé la ministre française de la Transition écologique quelques jours après le rapport Varin. « Rien s'interdire », contrairement à ce que le géant chimique *Rhône-Poulenc* (maintenant *Solvay*), en général peu regardant en matière de pollution, avait décidé dans les années 90. Plutôt que de continuer l'activité extrêmement nocive et radioactive de sa raffinerie de terres rares à La Rochelle qui comptait pour 50% de la production mondiale, le géant avait alors décidé de la délocaliser en Chine. Un ancien responsable avait ainsi laconiquement résumé ce choix : « Il y

16/12, Poindimié (France). Dans la colonie de Nouvelle-Calédonie, deux véhicules de gendarmes garés sur le parking de leur hôtel (un transport de troupes et un 4x4) sont incendiés vers 4h du matin après avoir été aspergés d'essence.

17/12, Leipzig (Allemagne). Attaque incendiaire contre un concessionnaire automobile : deux SUV et deux autres véhicules sont détruits par les flammes. La semaine précédente, d'autres SUV avaient déjà été pris pour cible par des incendiaires à plusieurs reprises. A Leipzig comme dans d'autres villes, les crevaisons volontaires de pneus de SUVs se multiplient par dizaines et font notamment l'objet de revendications contre le changement climatique.

17/12, Grenoble (France). En Isère, suite à l'expulsion en plein hiver du campement du parc alliance et la fermeture de celui rue des alliés, une voiture du constructeur de centres de rétention *Eiffage* prend des coups dans son pare-brise et une voiture *Citiz* en autopartage est incendiée. La revendication appelle « à mettre la pression à la mairie et ses alliés par l'attaque contre le matériel et les personnes qui font tourner ce joli système. »

17/12, Gisors (France) Dans l'Eure, la patinoire de Noël se transforme en flotte après que deux adolescentes l'aient sabotée en perforant en trois endroits ses tuyaux de glycol, le liquide utilisé pour produire de la glace artificielle.

12-18/12, Pays-Bas
Vers 3h du matin le long de l'autoroute A50, à la hauteur de la ville d'Epe, une antenne de téléphonie mobile est incendiée le 12 décembre.
Cinq jours plus tard, toujours le long de l'A50, ce sont deux nouvelles antennes qui flambent vers 2h dans le même secteur de la province de Gueldre, à la hauteur des villes de Loenen et de Beekbergen.
Enfin, le 18 décembre, c'est le coffret électrique d'une autre qui est démolie à Zeewolde (province du Flevoland), coupant là encore la connexion à la téléphonie mobile dans le coin.

20-28/12, Paris/Vincennes (France).
Au cours de plusieurs nuits, différentes entreprises exploitant des prisonniers sont prises pour cible : Séphora (groupe LVMH) dont une boutique a le système d'ouverture automatique de la porte d'entrée saboté et ses vitres brisées, ainsi que les boutiques Les Récupérables et La Pinata dont les vitres sont par exemple taguées de « *Collabo des prisons* », « *exploiteur* » ou « *Liberté pour toutes* ».

20/12, Pont-l'Abbé (France)
Dans le Finistère vers 22h30, 180 caddies et leurs abris du centre commercial *Leclerc* sont détruits par un incendie volontaire à quelques jours de Noël.

20/12, Barcelone (Espagne).
Le siège du syndicat de fonctionnaires *CSIF*, qui compte matons et flics dans ses rangs, perd une vitre tandis qu'un tag « *Tortionnaires – Liberté pour les prisonniers du 27F – (A)* » est laissé à côté.

23/12, Magdebourg (Allemagne).
Le véhicule de Martin Schock,

avait de la merde dont nous ne voulions pas, cela revient à ça. »

Cette « merde » qu'on ne veut à présent plus s'interdire constitue l'autre face de la *greentech* et de la transition énergétique et numérique. Les métaux rares sont qualifiés ainsi non pas parce qu'ils seraient « rares », mais parce qu'ils sont mélangés aux métaux abondants (comme le fer ou le cuivre) de l'écorce terrestre dans des proportions souvent infimes. Ils sont appelés « rares » parce que difficiles à détecter, à extraire et à séparer chimiquement des autres. Parmi les métaux rares comme le cobalt, le gallium, le tantale ou le tungstène, se trouvent également les « terres rares », une famille de 17 métaux particulièrement prisés par l'industrie technologique et dont l'extraction et la séparation sont particulièrement compliquées et polluantes. Leur stockage même représente de graves risques liés aux poussières cancérigènes et radioactives. L'extraction de tous ces métaux rares, indispensables à la transition énergétique et numérique, mobilise par ailleurs de gigantesques quantités d'énergie, d'eau et de produits chimiques. Les simples ratios d'extraction peuvent donner une idée de la montagne de roches à extraire : pour obtenir 1 kg de gallium, il faut en moyenne extraire 50 tonnes de roches ; pour 1 kg de vanadium, 8,5 tonnes ; pour 1 kg de lutécium, 1200 tonnes...

Après leur extraction à l'aide d'acides, les roches sont ensuite lavées avec un mélange d'eau (200 m³ par tonne) et d'additifs chimiques, d'où la multiplication de lacs artificiels hautement toxiques comme ceux de la région de Baotou en Chine (qui assure 95% de la production mondiale de terres rares), triste miroir fumant des taux de cancers de toute la population de Mongolie-Intérieure, au nord-ouest de Pékin. De l'Amérique Latine (où se trouve notamment le triangle de l'or blanc, soit le lithium, avec des exploitations au Chili, en Bolivie et en Argentine qui représentent un quart de la production mondiale) jusqu'en Australie, les activités extractives laissent derrière elles une traînée de lacs toxiques et de territoires devenus des décharges chimiques.

En plus de miser sur une relance de ce genre d'activités minières sur le sol européen (avec des projets déjà en cours comme l'extraction de lithium au Portugal, en Autriche ou en Finlande), les industriels européens comptent aussi se positionner sur le secteur du recyclage des matières premières. Avec le véritable déferlement de produits électroniques et leur obsolescence programmée,

cette piste semble réunir pas mal d'espoirs, d'autant plus que « recyclage » peut rimer avec « vert »... et donc avec transition écologique. Peu importe alors que vu les procédés industriels et chimiques employés pour recycler les métaux, cela ressemble d'avantage à une seconde forme d'extraction retardée dans le temps, mobilisant à l'instar de l'activité minière de nouvelles et énormes quantités de ressources énergétiques tout en produisant de nouvelles montagnes de déchets industriels. Pour ce volet « recyclage », des fonds européens faramineux ont été octroyés à d'innombrables projets de recherche et autres projets industriels « innovants ».

Les lignes de fronts dessinées par la transition

Relance de l'extraction minière, ré-industrialisation par la construction de raffineries et de nouvelles usines, ainsi qu'implantation de centrales de recyclage font partie d'un même ensemble stratégique. Le diplomate slovaque Šefčovič, vice-président de la Commission Européenne depuis 2020, a résumé ainsi ce programme dans un « appel à agir » du lobby *European Alliance for Raw Materials* : « *Notre prévision stratégique montre clairement que la demande de matières premières critiques va augmenter, d'autant plus avec la transition en cours vers une économie verte et numérique. [...] L'Alliance Européenne pour les Matières Premières contribuera à augmenter nos capacités et les investissements tout au long de la chaîne de valeur, depuis l'extraction en passant par le traitement jusqu'au recyclage. Cela renforcera notre résilience et notre autonomie stratégique.* »

En ce qui concerne la capacité industrielle, de nombreux gouvernements européens sont en train de débloquer des sommes conséquentes pour aider au financement de nouveaux projets. Toujours en lien avec le lithium, on peut par exemple citer ceux en cours pour établir des « *gigafactories* », soit des complexes industriels géants dédiés à la production des batteries, éléments-clé dans le tout-électrique³. En France, de tels projets sont notamment en cours à Douvrin, Douai, Grenoble, Belfort et Saint-Fons. Une des recommandations du rapport Varin est justement la création d'un fonds d'investissement privé-public pour soutenir ces projets d'usines, tout comme la mise en place de deux plateformes industrielles, l'une à Dunkerque (nord) pour les métaux, la seconde à Lacq (sud-ouest) pour les aimants, le raffinage, la fabrication des précurseurs des batteries (cathodes, anodes), ainsi que le recyclage.

adjoint au comité directeur du parti néonazi *Neue Stärke* (Nouvelle force) est démolie dans la nuit – vitres brisées et pneus crevés.

24/12, Gênes (Italie).

Un pylône électrique à haute tension appartenant à *Terna* [équivalent italien de RTE] est incendié avec quelques bidons d'essence par des *Anarchistes pour la destruction de l'existant*. Ces derniers précisent notamment dans leur communiqué solidaire avec les compagnons et compagnones incarcérés, en cavale ou sous surveillance : « *L'espoir était, reste et restera celui d'éteindre définitivement le système d'approvisionnement en énergie, cœur battant de ce monde malade de consommation et d'opulence, de dévastation, de guerres et de mort.* »

24/12, Saint-Pierre-des-Corps (France).

En Indre-et-Loire vers 1h30 du matin, la voiture d'une adjointe au maire (DVD) est incendiée devant son domicile, tandis que vers 3h c'est la porte d'entrée d'une seconde qui est noircie par les flammes.

24/12, Villeneuve-Saint-Georges (France).

Dans le Val-de-Marne vers 21h30, le véhicule d'une adjointe au maire (DVD) flambe devant son domicile pendant qu'elle était partie fêter Noël ailleurs.

25/12, Asse (Belgique).

Sur les terrains de *Carro-Bel*, une entreprise de construction, 32 camions partent en fumée, détruisant l'ensemble de sa flotte. Selon les enquêteurs, il s'agit d'un incendie volontaire.

25/12, Lyon (France).

Vers 20h30 dans le quartier de la Duchère, une caméra de vidéosurveillance est détruite par

des tirs de fusil.

25/12, Paris (France).

Quelques anarchistes incendient une voiture du constructeur de taules Eiffage, et une seconde qui avait une plaque diplomatique dans le 20e arrondissement.

« *Feu aux prisons, aux entreprises qui les construisent et au monde qui en a besoin. La solidarité c'est l'attaque* », précise notamment le communiqué solidaire avec l'anarchiste chilien Francisco Solar.

27/12, Gratkorn (Autriche).

Au nord de Graz, deux pelleuseuses de l'entreprise *Energie Steiermark* partent en fumée dans la nuit sur le site de la centrale hydroélectrique de Gratkorn en construction. « *Solidarité avec toutes les luttes contre l'exploitation et la dévastation à travers le monde ! Que ce soit à Vienne, au Mexique contre le Train Maya ou contre les barrages géants des derniers rivières dans les Balkans. À bas les machines qui détruisent les espaces de vie !* », précise notamment le communiqué.

29/12, Chambly (France).

Dans l'Oise, la voiture et le garage du député *LREM* sont détruits par un incendie volontaire vers 3h du matin. Les tags « *Votez non* » et « *Ça va péter* », en référence à la loi instaurant le futur passe vaccinal, sont laissés sur le mur adjacent.

30/12, Calais (France).

Dans le Pas-de-Calais, des dizaines de CRS et gendarmes sont attaqués à coups de pierres et de ballast par des migrants suite à l'expulsion de leur campement : 15 CRS finissent à l'hôpital.

31/12, Milan (Italie).

Un communiqué annonce qu'une nuit d'hiver, un engin explosif

Comme l'a souligné le lobby européen des matières premières, et on ne doute pas que le rapport Varin contient un même appel urgent, c'est dans les deux prochaines années que les décisions devraient être prises, les permis octroyés, les projets lancés. Si la construction d'une usine de batteries ou d'aimants, d'une raffinerie ou d'une centrale de recyclage de métaux rares prend généralement entre 2 et 5 ans, si la mise en route de l'extraction de métaux rares dans des mines existantes ou nouvelles table sur 8 à 15 ans, à défaut d'« action », les économies européennes risqueraient selon eux fort de sombrer sous le poids de la dépendance totale des importations d'ici une décennie. De telles prévisions à moyen terme, se basent évidemment sur l'hypothèse discutable d'une poursuite plus ou moins constante – et certes pas perturbée par des facteurs d'instabilité tels que des révoltes, ou encore des changements climatiques – de cette fameuse transition.

Cependant, si on les combine avec les énormes efforts déployés pour multiplier les sources d'approvisionnement énergétiques, elles indiquent bien les contours du monstre à affronter : *un renouveau industriel alimenté par une surenchère énergétique et une extraction des ressources sans précédent dans l'histoire humaine*⁴. C'est dans ce cadre qu'il faut également replacer les derniers projets énergétiques annoncés comme la relance du nucléaire, le doublement de la capacité éolienne, la réalisation de projets de géothermie, la remise en route de centrales à gaz, ou le renforcement des interconnexions européennes supposés répondre aux défis de la nouvelle économie qui se profile à l'horizon.

En fin de compte, à bien y réfléchir, rien de nouveau sous le soleil. Depuis l'émergence des cités, la puissance économique a fondamentalement toujours marché sur les mêmes deux pieds : énergie et extraction. De l'esclavage au nucléaire, le progrès économique additionne les sources énergétiques qui confèrent toujours plus de puissance aux dominants, et vice versa, car c'est l'exploitation des sources énergétiques qui alimente directement la domination. A l'instar de l'extraction du pétrole qui a libéré une vertigineuse force énergétique, vieille de millions d'années, donnant des dimensions inouïes à l'industrialisme et à la guerre à l'échelle mondiale, l'économie numérique et électrifiée dépend de la vitesse d'extraction des métaux qui lui sont nécessaires. Ainsi se dessinent les lignes de front où sont et seront menées de terribles batailles. Chambouler leurs prévi-

sions, transformer les occasions et situations en facteurs de désordre et d'imprévu, scruter ces lignes de front où l'ennemi se montre certes confiant, mais cependant plus vulnérable qu'ailleurs, se jeter dans les conflits qui se dessinent en y apportant sans tarder l'action directe, voilà des cris de bataille qui pourraient nous mettre activement sur les traces de l'ennemi.



1. En occurrence : antimoine, hafnium, phosphore, barytine, terres rares lourdes et légères, scandium, béryllium, carbure de silicium, bismuth, indium, tantale, borate, magnésium, tungstène, cobalt, graphite naturel, vanadium, charbon à coke, caoutchouc naturel, bauxite, fluorite, niobium, lithium, gallium, les métaux du groupe du platine, titane, germanium, roche de phosphate, strontium.

2. Aujourd'hui, l'immense majorité de l'activité extractive en France est représentée par les substances des 2700 carrières (granulats, minéraux industriels, roches ornementales et de construction) réparties sur tout le territoire. En matière de mines, il y a des mines de sel (Landes, Lorraine, couloir rhodanien), de calcaires bitumineux (Ain), de bauxite (Hérault), de tantale-niobium-étain (Échassières en Allier). Dans les colonies, il y a des mines d'or en Guyane et des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie.

3. Les énergies renouvelables sont des sources dites intermittentes, dont la production énergétique dépend d'un facteur extérieur (la puissance du vent, le soleil,...) contrairement aux centrales à énergies fossiles (gaz, charbon ou nucléaire) dont la production peut être ajustée en continu en fonction de la demande (un équilibre dont dépend également la stabilité du réseau électrique). Afin de stocker l'électricité et de pouvoir l'injecter au moment voulu dans le réseau, maints projets de recherches sont en cours (batteries à l'hydrogène, *smart grid* où la production énergétique est pilotée en temps réel par des algorithmes, interconnexions entre pays pour stabiliser les réseaux nationaux). De même, l'électrification de la mobilité requiert des batteries afin de pouvoir stocker et injecter l'énergie électrique en temps voulu. D'où l'importance cruciale des batteries dans la transition énergétique.

4. Puisque la consommation mondiale de métaux croît à un rythme de 3 à 5% par an, le rapport *Ressources minérales et énergie* de l'Alliance Nationale de coordination de la recherche scientifique (ANCRE) affirmait en juin 2015 que « pour satisfaire les besoins mondiaux d'ici à 2050, nous devons extraire du sous-sol plus de métaux que l'humanité n'en a extrait depuis son origine. »

placé sur le seuil de la banque *Unicredit* du quartier de Barona, a détruit son entrée et les distributeurs automatiques de billets adjacents. « *Dans un monde où les banques ont le pouvoir de déterminer la course des marchés et la vie des personnes, l'attaque directe contre de telles structures est l'une des meilleures armes de lutte* », précise le texte solidaire avec les prisonnières et prisonniers anarchistes du monde entier.

31/12, France

Malgré un fort déploiement policier, le traditionnel concours a eu lieu aux quatre coins du territoire, avec 648 départs de feu qui ont provoqué 874 incendies volontaires de voitures pour le Nouvel An.

31/12, Arlon (Belgique).

Trois prisonniers saisissent le soir du réveillon pour tenter la belle lors la promenade du soir : deux d'entre eux escaladent un premier mur, puis accèdent à la rotonde, et franchissent ensuite le deuxième grillage avant de disparaître dans la nature. Le troisième qui a suivi un autre chemin est quant à lui arrêté avant de recouvrer la liberté.

JANVIER 2022

1/1, Athènes (Grèce).

Dans huit quartiers différents, 24 distributeurs de billets sont sabotés en solidarité avec le squat expulsé *Biologica* à Thessalonique. « *10, 100, 1000 occupations !* », conclut la revendication.

1/1, Brême (Allemagne).

Des antimilitaristes autonomes brisent plusieurs vitres de l'entreprise d'armement *Orbitale Hochtechnologie Bremen* (OHB) puis mettent le feu aux bureaux. « *OHB est considéré comme un groupe spatial et de haute technologie de*

renom. Depuis les années 1950, OHB construit principalement des systèmes basés sur les satellites, utilisés à des fins militaires.» Plusieurs bureaux sur deux étages sont ravagés par les flammes, tandis que le reste du bâtiment souffre des fumées et de la suie.

2/1, Thessalonique (Grèce).

La *Cellule Casus Belli / Cellules d'Action Directe* revendique l'attaque incendiaire contre l'entreprise de construction *Praxis*, en réponse à l'expulsion de l'espace occupé *Biologica*. L'entreprise *Praxis* a été engagée pour effectuer les travaux de démolition de l'ancien squat.

« Notre attaque est la première action de solidarité pratique, dans un milieu de lutte qui défend jusqu'au bout les squatters et les zones autogérées de lutte, de solidarité et d'attaque », conclut la revendication.

2/1, Hôchberg (Allemagne).

En Bavière, une antenne-relais part en fumée vers 3h50 du matin. Le feu est parti des câbles du bas pour remonter le long du mât.

4/1, Athènes (Grèce).

Pour la diffusion du feu anarchiste revendique un guet-apens contre une patrouille de police. Lors de l'attaque, qui a eu lieu mi-décembre, des molotov ont été lancés contre une patrouille en réponse notamment à l'assassinat du jeune Sampanis en octobre 2021. « Nous vengerons toutes celles et ceux qui ont été assassiné par l'État, le capital et le patriarcat. »

4/1, Belfort/Cravanche (France).

En Franche-Comté, deux nouveaux véhicules du système *Optymo* d'auto-partage urbain partent en fumée dans la nuit, portant le total à six depuis septembre.

4/1, Sézégny (Suisse).

Dans le canton de Genève, deux voitures du groupe cimentier *Holcim*



| Revues, livres & journaux |

Edward P. Thompson, *La guerre des forêts. Luttés sociales dans l'Angleterre du XVIIIe siècle*, ed. La Découverte (Paris), janvier 2014, 164 p.

Karl Jacoby, *Crimes contre la Nature. Voleurs, squatters et braconniers : l'histoire cachée de la conservation de la nature aux Etats-Unis*, ed. Anacharsis (Toulouse), février 2021, 448 p.

Depuis la première traduction en 1988 de la somme de l'historien marxiste hétérodoxe Edward Palmer Thompson (*La Formation de la classe ouvrière anglaise*, 1963), plusieurs autres ont vu le jour petit à petit et tout aussi tardivement. En plus de son essai sur l'évolution du rapport au temps dans le processus d'industrialisation des sociétés occidentales (*Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, 1967) ou de son ouvrage polémique contre le marxisme structuraliste à caractère réductionniste et mécanique (*Misère de la théorie*, 1979), c'est surtout la traduction partielle de son étude sur les résistances paysannes en Angleterre qui nous intéresse ici. Dans cette dernière, titrée *La guerre des forêts* (1975), Thompson revient en effet sur le terrible *Black Act* voté en 1723 par le Parlement anglais avant d'être reconduit pendant près d'un siècle, pour parcourir les traces des bandits, braconniers (de cerfs ou de poisson), ramasseurs de bois ou de tourbe engagés dans une lutte à mort avec les autorités, puisqu'ils risquaient désormais la pendaison pour des usages qui leur étaient jusque là coutumiers. Une loi réprimant par ailleurs tout un éventail d'autres résistances au monopole royal sur la forêt, comme le fait d'y être armé (arc et flèches) et le visage dissimulé (couvert de suie), d'envoyer des lettres de menace aux gardes forestiers, d'abattre de jeunes arbres, de saboter les vannes des

étangs seigneuriaux qui se multipliaient au détriment des tourbières, etc. Il faut dire que face aux différents pouvoirs en place, la lutte prenait régulièrement des tournures offensives, comme en 1720-22 lorsque le parc de l'évêque du Hampshire fut attaqué à plusieurs reprises, sa horde de cerfs décimée, ses maisons brûlées et son bois détruit. De la même façon, puisque certains maîtres prétendaient interdire l'utilisation domestique ou artisanale du bois à quiconque pour s'en réserver l'exploitation, on trouve par exemple des actes de vengeance coordonnée comme la coupe sauvage de 600 jeunes arbres dans le taillis d'un notable.

Si cet ouvrage peut être mis en lien avec celui de Karl Jacoby sur les luttes contre la création des parcs naturels aux États-Unis au tournant du 20e siècle, c'est parce que Thompson fait assurément partie des sources qui l'ont inspiré pour sa manière de faire l'histoire « *par en bas* ». Mais c'est également pour leur problématique commune sur les usages et rapports avec la forêt, soudainement expropriés et radicalement transformés par la domination. Et enfin pour la thèse controversée qui constituait le cœur de l'étude de Thompson sur la résistance des braconniers anglais du 18e siècle.

Selon lui en effet, pour reprendre ses propres termes, le « *droit fut moins un instrument de pouvoir de classe qu'un terrain central de conflit* », et cela au prétexte que ce dernier ait pu dans un sens limiter l'arbitraire des autorités à l'occasion de recours juridiques et dans l'autre alléger les peines effectives grâce à des jurys populaires bienveillants avec les illégalistes du cru. Le contexte du 18e siècle anglais étudié par Thompson et sa bureaucratie forestière naissante nous dit pourtant tout autre chose aussi. On assiste en effet d'un côté à l'intensification de l'exploitation rationnelle des bois au profit de la construction navale, et d'un autre au passage historique où la *propriété* de la terre devient individuelle et absolue en écrasant drastiquement *par le droit* et ses larbins armés l'ensemble des ultimes usages traditionnels et collectifs pratiqués par ses habitants : prélever de la tourbe pour le chauffage et la cuisine, coupe des roseaux des étangs pour les paniers, glanage au pied des chênes pour nourrir les cochons, coupe des fougères pour fabriquer du savon, cueillette des fruits des bois... et bien sûr prélèvement de gibier sauvage alors que la chasse était le monopole des élites foncières. Ce basculement est celui qui multiplia par quatre les crimes passibles de la peine de mort en Angleterre entre 1689 et 1820, en ne les limitant plus essentiellement aux atteintes aux personnes, mais largement *aux atteintes aux biens* des

sont incendiées sur le site d'une de ses gravières, tandis que les tags « *Holcim de merde* » et « *Ouvrières, butez vos patrons* » sont retrouvés sur place. Le communiqué sous forme de lettre ouverte ironique à l'entreprise, précise notamment : « *Face au capitalisme globalisé et à ses entreprises décomplexées, tu conviendras que le sabotage est un moyen de résistance pertinent, si ce n'est nécessaire. C'est une façon de reprendre prise sur notre monde et de l'empêcher de le façonner à ton image.* »

5/1, Wuppertal (Allemagne).

Un distributeur de tickets part en fumée dans la nuit à la gare Steinbeck : « *Cela doit être à la fois un avertissement et un avant-goût de ce qui arrivera aux autorités répressives de Wuppertal, si elles devaient décider d'expulser la forêt d'Osterholz, actuellement occupée.* »

6/1, Saint-Lô (France).

Dans la Manche, un nouveau panneau publicitaire JCDecaux est incendié dans la nuit. C'est au moins le cinquième qui subit le même sort depuis novembre.

7/1, Cézens (France).

Dans le Cantal, le mât de mesure du vent installé en octobre pour étudier un projet d'implantation de vingt éoliennes est saboté, et s'écrase au sol dans la nuit.

8/1, Vallauris (France).

Dans les Alpes-Maritimes, la permanence du *RNV* est attaquée dans la nuit : vitrine brisée, cadenas arraché et serrure de boîte aux lettres forcée.

9/1, Digne-les-Bains (France).

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, le plan d'eau touriste en travaux est saboté dans la nuit en perçant près de 400 trous dans le *liner* au fond du bassin à coups de pioche.

possédants (et en l'occurrence aux clôtures, au gibier, aux arbres, aux tourbières, aux viviers...). Un *Black Act* sur les forêts royales et domaines seigneuriaux (1723) qui sera ainsi complété par des lois contre les attaques des péages routiers (1735), l'incendie des mines de charbon (1737) ou le vol de matières premières dans les manufactures (1726), en multipliant la terreur du gibet pour imposer le développement du capitalisme moderne.

Bon, en même temps, quand on affirme aussi candidement qu'un brave historien marxiste « *Je ne dénonce pas toute loi. Il y aura toujours des lois. Nous avons à combattre les mauvaises lois et l'application ou l'imposition biaisées par des considérations de classe* », il ne faut pas trop en demander non plus à son ouvrage ! Ce qui nous amène tout droit à celui plus récent de Jacoby, qui illustre plus d'un siècle après et dans un autre contexte comment de vastes espaces dits naturels furent « préservés » (ou plutôt aménagés) par le monopole étatique, là encore sur le dos des populations qui avaient un autre usage de la forêt et de leur environnement. Et tout comme chez Thompson, la lecture de ce genre d'études historiques (issu d'une thèse soutenue en 2001) ne vaut pas tant pour ce qu'elles défendent dans le champ académique et ne nous intéresse guère, que pour les informations et expériences de lutte à y piller afin d'approfondir les questions qui nous intéressent au présent.

En la matière, au-delà de l'aspect matériel et disons presque terre à terre des résistances protéiformes face à l'imposition d'immenses domaines décrétés d'un jour à l'autre comme « naturels » par l'État, ce sont deux autres aspects qui nous ont immédiatement frappé à cette lecture : d'une part la stratégie d'intégration progressive au salariat et à la marchandisation des bûcherons, trappeurs, Amérindiens (notamment les *Havasupais*), petits fermiers et autres réfugiés loin de la civilisation afin de vaincre leur volonté d'autonomie plus ou moins

autarcique. Et d'autre part comment ces « mises en parc » de l'environnement ont été pensées dès le départ afin d'offrir un ersatz de Nature, conçue à la fois comme ferment de l'identité nationale nord-américaine (excluant en passant les populations indiennes qui occupaient cet espace) et comme zones récréatives destinées aux riches rejets de l'industrialisme triomphant.

Pour mener sa démonstration, Jacoby va utiliser trois exemples emblématiques, tant pour les milieux concernés (la forêt, la montagne, le désert) que pour leur chronologie respective (des années 1860 aux années 20) avec la création de réserves naturelles dans les *monts Adirondacks*, à *Yellowstone* et dans le *Grand Canyon*. Au sein de ces « espaces protégés », la nouvelle législation environnementale ne permettait d'un jour à l'autre plus aux populations locales d'utiliser le bois, de chasser, de pêcher, d'établir des campements, de pratiquer la cueillette fourragère ou la culture sur brûlis, en transformant subitement ces activités de survie en vol, braconnage, pêche illégale, squat, atteinte à la propriété privée ou incendie volontaire. On remarquera ici d'une part que c'est précisément au nom de l'écologie d'État que se fit la répression, y compris en embauchant au sein de la population des flics forestiers connaissant les sentiers et les pratiques clandestines, voire en déléguant le pouvoir aux militaires (l'armée occupa le parc de *Yellowstone* pendant 32 ans afin d'y interdire la collecte de bois, le pâturage de bétail ou le braconnage). Et d'autre part, l'utilisation propagandiste d'arguments qui mettaient *déjà* en avant l'irresponsabilité de ces populations pauvres afin de les en chasser... tout en laissant se développer la multiplication de parcs privés possédés par de riches industriels, ainsi que les ravages d'une déforestation liée à l'arrivée du chemin de fer, permettant une exploitation intensive de la forêt pour la fabrication de pâte à papier.

Quant à la suppression de toute complexité « naturelle » au sein de ces vastes espaces

désormais régulés et aménagés, on n'en donnera ici qu'un exemple en chaîne : les militaires chargés de préserver le parc de *Yellowstone* abattirent en masse les pumas, coyotes, loups et autres prédateurs. Cela entraîna une prolifération de wapitis qui accentua la pression sur les pâtures du Parc, entraîna l'érosion des sols et précipita le déclin des trembles et des saules qui comptaient parmi leurs aliments favoris. Les castors qui dépendaient de ces arbres pour la construction de leurs barrages disparurent, et avec eux l'ensemble des zones humides du Parc, perturbant en retour la diversité antérieure des arbres, etc. Et c'est ainsi qu'année après année, l'armée se mit à transférer en vain des milliers d'animaux sauvages « excédentaires » par chemin de fer... vers des zoos ou d'autres sites naturels qui « en manquaient » !

Mais, et tous les beaux exemples de lutte tant collectives qu'individuelles, comme l'incendie du bateau à vapeur pour touristes sur le Lake Placid en 1880, ou ce braconnier qui s'était reconverti en braqueur de diligences traversant le parc de *Yellowstone* en 1908, nous direz-vous ? Eh bien, tout cela et bien d'autres pratiques comme les incendies de forêts plutôt que d'en laisser le monopole à l'État, on vous laissera la joie de les découvrir par vous-mêmes !



Earth First!, *A bas l'empire vive le printemps ! : Stratégie pour une écologie radicale*, ed. Divergences (Paris), juin 2020, 290 p.

Il est curieux de constater comment un texte qui a été une référence pour toute une génération post-antimondialisation de l'autre côté de la Manche et dans les régions nordiques de l'Europe a mis *pas moins de dix-sept ans* à paraître en français. Sorti en 2003 dans le dixième et dernier numéro de la revue anglaise *Do or Die, Voices from the Ecological Resistance*, l'auteur anonyme revient sur une décennie d'activisme éco-

logiste radical dans les îles britanniques. Déçu par le tiède réformisme des grandes organisations et ONG promptes à lancer des études pressantes et des appels urgents sur le désastre climatique en cours pour s'affaïsser ensuite dans des pétitions, des appels aux élus, des débats publics visant à la seule prise de conscience ou de petits gestes pour sauver la planète, des libertaires radicaux se sont alors inspirés de la naissance de l'organisation *Earth First!* aux États-Unis pour lancer des luttes écologistes radicales en Angleterre et en Écosse.

A partir de 1993, des groupes d'activistes se sont donc lancés dans des luttes territoriales, multipliant les occupations contre la construction de nouvelles routes (un vaste programme baptisé « *Les Routes de la Prospérité* », lancé par Thatcher). Ces occupations permanentes de bouts de terres et de forêts (qui se comptèrent à certains moments par dizaines !) vont alors constituer des points d'ancrage pour des luttes pratiquant la méthode de l'« *action directe non violente* » (comme les sittings, blocages, tri-podes, occupations d'arbres, résistance passive), mais qui seront cependant aussi épaulés à l'occasion par des affrontements. Fort heureusement, c'est dans ce contexte que la pratique du sabotage s'est également petit à petit invitée et diffusée : « *Même si elle a souvent été dissimulée, cette généralisation de l'action directe est l'une des nombreuses et des plus importantes victoires que le mouvement ait remportées* ».

Si l'auteur semble entretenir un certain flou quant à ce qu'il ou elle entend de façon générale par de « l'action directe » (s'agit-il d'occupations ou de sabotages de machines ?), on apprend en passant que les descentes collectives sur les sites de construction allaient souvent donner lieu à des attaques plus ou moins improvisées contre les engins de chantiers, ou que de petits groupes bien préparés effectuaient des sabotages incendiaires conséquents sous couvert de la nuit. A partir de 1998, ces luttes territoriales ren-

contreront le mouvement hétérogène contre la mondialisation, qui va se donner des rendez-vous émeutiers lors des sommets internationaux. En Angleterre, des groupes de *Earth First!* vont ainsi faire partie de l'organisation du *Carnaval contre le Capital*, des journées d'action qui envahiront la *City* de Londres et seront ponctuées d'importants affrontements. Bien entendu, cette irruption de violence émeutière ne tardera pas à constituer un des points de clivage au sein même de *Earth First!*, ainsi que dans de nombreuses autres parties de ce mouvement. Le déclin de la résistance écologiste radicale en Angleterre finira par s'accroître à partir de 2001, et l'auteur n'arrive pas vraiment à se l'expliquer (d'autant plus que tout le livre transpire l'enthousiasme d'une relance imminente des hostilités).

Entre des gens qui se fatiguent et se rangent, d'autres qui s'éloignent des luttes en choisissant les « contraintes » d'une vie plus insérée (boulot, famille, carrière,...) et une pincée de répression (qui restera relative, quoique perfide, avec l'emploi d'agents infiltrés, le recrutement de mouchards et l'intégration des porte-paroles les plus malléables), aucun mouvement ne semble en effet y échapper. Plus généralement encore, « *la résistance écologiste radicale sur cette île a été principalement confrontée à deux contradictions. En Grande-Bretagne, Earth First! est née en tant qu'organisation de défense de la nature sauvage dans un pays où il n'y avait pas d'espaces sauvages à défendre, et elle est devenu un réseau de révolutionnaires à une époque non-révolutionnaire.* »

Ce constat inaugure d'ailleurs la seconde partie du livre, les « quatre tâches », où on peine souvent à suivre l'auteur dans ses hypothèses... Certaines semblent soit farfelues (comme la théorie des « hotspot », des zones dispersées dans le monde avec une biodiversité particulière qu'il s'agirait de

défendre) soit largement alternos (comme cette proposition de renforcer la contre-culture puisque, en le disant autrement, les hippies de la permaculture pourraient alors accueillir des équipes de saboteurs sur leurs terrains occupés – chose qui sonne évidemment bien en terme de marketing militant, mais semble, pour maintes raisons, avoir peu de chances de déboucher). Enfin, lorsqu'on parvient à passer outre le langage militant et activiste qui devient vite fastidieux, la dernière de ces propositions (« *soutenir la rébellion par de-là le centre capitaliste* ») comporte à la fois des éléments dénués du moindre esprit critique (comme l'incontournable éloge du très stalinien PKK kurde de 2003 avec lequel il s'agirait de se montrer solidaires – donc bien avant la couche de vernis libertaire du Rojava), mais également des pistes plus intéressantes comme le fait de comprendre comment certaines « luttes périphériques » (sur des territoires sacrifiés, au sein de communautés indigènes,...) sont parfois porteuses d'autonomie et de résistance radicale contre l'avancement de la civilisation technicienne.

Au final, malgré une absence parfois irritante d'approfondissement au profit du seul activisme (qui s'explique peut-être aussi par le fait que ce texte fut écrit en partant d'une expérience encore fraîche pour lancer un appel à une relance des luttes écologistes radicales et libertaires), ce livre sur *Earth First!* anglais donne un vaste aperçu d'une période qui semble être pas ou peu connue de ce côté-ci de la Manche. Cela a d'autant plus d'intérêt, notamment en terme de bilan d'expériences passées, qu'une intensification des hostilités contre le technomonde et d'une approche radicale du changement climatique semblent être, comment dire, à l'ordre du jour.

■

